

MARCHE D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE GENIE
CLIMATIQUE DES INSTALLATIONS DE
L'ENSEMBLE DES ETABLISSEMENTS DE FRANCE 3



Pouvoir Adjudicateur :

France Télévisions SA, au capital de 347 540 000 Euros, immatriculée sous le n°432 766 947 au RCS de Paris, et dont le siège social est situé à Paris – 7 esplanade Henri de France – 75907 Paris Cedex 15 – téléphone: 00 33 (0)1 56 22 60 00

CCTP

Cahier des Clauses Techniques Particulières

La procédure de consultation est celle de l'Appel d'offres ouvert en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique et du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ ET PROCÉDURE DE LA CONSULTATION	4
1.1	OBJET	4
1.2	CONTENU DU MARCHÉ.....	4
1.3	SITES CONCERNES	5
1.4	ETENDUE DE LA CONSULTATION	5
2	PRECISIONS SUR LES INSTALLATIONS	6
3	DESCRIPTION DES INSTALLATIONS	6
3.1	CONSISTANCE DES INSTALLATIONS.....	6
3.2	EQUIPEMENTS	7
3.2.1	<i>Production de chaleur (primaire et sous stations).....</i>	<i>7</i>
3.2.2	<i>Secondaire chauffage.....</i>	<i>8</i>
3.2.3	<i>Production d'eau glacée.....</i>	<i>8</i>
3.2.4	<i>Secondaire eau glacée.....</i>	<i>9</i>
3.2.5	<i>Secondaire distribution EF.....</i>	<i>9</i>
3.2.6	<i>Installations de conditionnement d'air.....</i>	<i>9</i>
3.2.7	<i>Installations secondaire de conditionnement d'air</i>	<i>10</i>
3.2.8	<i>Installations annexes.....</i>	<i>10</i>
3.3	LIMITE DE PRESTATIONS	10
3.3.1	<i>Combustible gaz et fuel.....</i>	<i>10</i>
3.3.2	<i>Alimentation électrique.....</i>	<i>10</i>
3.3.3	<i>Alimentation eau de ville et évacuation.....</i>	<i>11</i>
3.3.4	<i>Réseaux de chauffage et d'eau glacée</i>	<i>11</i>
3.3.5	<i>Installations de ventilation, conditionnement d'air</i>	<i>11</i>
3.3.6	<i>Installations électriques.....</i>	<i>11</i>
3.3.7	<i>Matériels de sécurité.....</i>	<i>11</i>
4	LOCAUX TECHNIQUES MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE	11
5	PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS	12
5.1	GENERALITES	12
5.2	PRISE EN CHARGE.....	12
6	MODIFICATIONS DES INSTALLATIONS	12
6.1	MODIFICATIONS PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR.....	12
6.2	MODIFICATIONS PAR LE TITULAIRE	13
7	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	13
7.1	PRESTATION D'ENTRETIEN COURANT.....	13
7.2	RENOUVELLEMENT DES MATERIELS – GARANTIE TOTALE P3.....	14
7.2.1	<i>Généralités</i>	<i>14</i>
7.2.2	<i>Limite de prestations :.....</i>	<i>14</i>
7.2.3	<i>Moyens et modalités :.....</i>	<i>15</i>
7.2.4	<i>Gestion du compte P3 GTR (Garantie Totale à Répartition).....</i>	<i>16</i>
7.2.5	<i>Suivi des travaux P3 et autres travaux d'améliorations techniques.....</i>	<i>17</i>
7.2.6	<i>Certificats d'Economies d'Energie CEE</i>	<i>17</i>
7.3	COMPTEURS.....	18
7.4	CONTROLES ET VISITES	18
7.4.1	<i>Généralités</i>	<i>18</i>
7.4.2	<i>Précision sur la notion d'exploitant</i>	<i>18</i>
7.4.3	<i>Arrêté du 11 septembre 1998.....</i>	<i>19</i>
7.4.4	<i>Arrêté n°200-648 du 9 juin 2009 et arrêté du 2 octobre 2009 – Efficacité énergétique</i>	<i>19</i>
7.4.5	<i>Vérification des installations électriques.....</i>	<i>19</i>
7.4.6	<i>Règlementation ATEX (Atmosphère Explosive)</i>	<i>19</i>
7.4.7	<i>Entretien, maintenance des postes de livraison combustible gaz</i>	<i>19</i>
7.4.8	<i>Entretien et inspection des systèmes thermodynamiques et des systèmes de ventilation combinés à un chauffage par effet joule</i>	<i>20</i>
7.4.9	<i>Entretien et inspection des systèmes thermodynamiques et des systèmes de ventilation combinés à un chauffage de puissance nominale > 70 KW</i>	<i>20</i>
7.4.10	<i>Suivi des équipements sous pression</i>	<i>20</i>

7.4.11	Extincteurs	21
7.5	SECURITE	21
7.6	RISQUE AMIANTE.....	21
7.7	PERSONNEL D'EXPLOITATION	22
7.7.1	Généralités	22
7.7.2	Protections individuelles.....	22
7.7.3	Personnel affecté au marché et délai d'intervention en astreinte	23
7.7.4	Suivi et conduite des installations	23
7.7.5	Interventions en dehors des heures ouvrables	24
7.7.6	Plan de prévention	24
7.8	OPTIMISATION DES CONSOMMATIONS D'ENERGIE	24
7.8.1	Consommations chauffage.....	24
7.8.2	Consommations d'eau glacée	25
7.9	TELESURVEILLANCE, TELEGESTION.....	26
7.10	GMAO	26
7.11	GESTION DES DECHETS.....	27
7.12	STOCK DE PIECES DETACHEES.....	27
7.12.1	Pièces détachées	27
7.12.2	Consommables.....	27
7.13	PRESTATIONS SPECIFIQUES	28
7.13.1	Prévention de la légionellose – Appareils de climatisation et de conditionnement d'air.....	28
7.13.2	Contrôles aérauliques	28
7.13.3	Remplacement des filtres.....	28
7.13.4	Protection antigel des batteries	28
7.13.5	Disconnecteurs.....	29
7.13.6	Traitement d'eau	29
7.13.7	Analyses eau de chauffage, eau glacée	29
7.13.8	Groupe d'eau glacée et fluides frigorigènes	30
7.13.9	Vidange, remplissage, purge des réseaux.....	31
7.13.10	Intervention d'astreinte : complément	31
7.13.11	Traçabilité – fourniture de documents.....	31
8	RESPONSABILITES GENERALES DU TITULAIRE	32
9	OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	32
10	OBLIGATIONS DE FOURNITURES	32
10.1	CHAUFFAGE DES LOCAUX.....	32
10.2	TEMPERATURES.....	33
10.3	CONTROLE DES TEMPERATURES	33
11	CONSOMMATIONS D'ENERGIE	33

1 OBJET DU MARCHÉ ET PROCÉDURE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet

Le présent appel d'offres a pour objet de faire réaliser par le Titulaire pour le compte du Pouvoir Adjudicateur, l'exploitation des installations de génie climatique de l'ensemble des établissements de France 3.

La procédure de consultation est celle de l'Appel d'offres ouvert en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique et du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

Ce marché est conforme au :

- Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat approuvé par décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP et rédigé par le Groupe d'étude des marchés de chauffage et de climatisation (**GUIDE GEM/CC**) qui se substitue au cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics d'exploitation de chauffage avec gros entretien des installations, tel que défini par le décret 87-966 du 26 novembre 1987 et dans la brochure n°2008 publiée par la Direction des Journaux officiels.
- Au Code des marchés Publics, Décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 et l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018

Des dérogations à ces pièces sont stipulées dans le CCAP.

1.2 Contenu du marché

Le présent marché comprend les prestations suivantes :

Pas de fourniture de combustible nécessaire à la production de chauffage et d'ECS.

Forme du marché : **PFI : Prestations Forfait Intéressement – concerne les sites principaux**

P2 Prestations d'entretien, maintenance, dépannage et conduite **de l'ensemble des installations**

P3 Prestations de gros entretien et garantie totale **d'une partie des installations**

1.3 Sites concernés

	Sites principaux	Sites Annexes
1	AJACCIO	Bastia
2	AMIENS	
3	ANTIBES	Nice, Draguignan, Menton
4	BESANCON	Vesoul, Montbéliard, Pontarlier
5	BORDEAUX	Agen, Bayonne, Dax, Mont-de-Marsan, Périgueux, Pau
6	CAEN	Alençon
7	CLERMONT FERRAND	Le Puy-en-Velay, Moulins
8	DIJON	Le Creusot, Mâcon
9	GRENOBLE	Annecy, Archamps, Chambery, Chamonix
10	LILLE	Boulogne sur Mer
11	LIMOGES	Brive, Guéret
12	LYON	Aubenas, Bourg en Bresse, Saint Etienne, valence
13	MARSEILLE	Avignon, Digne-les-Bains, Toulon
14	MONTPELLIER	Nîmes, Carcassonne, Perpignan
15	NANCY	Epinal, Sarreguemines
16	NANTES	La Roche sur Yon, Saint Nazaire
17	ORLEANS	Bourges, Chartres, Châteauroux, Montargis
18	POITIERS	Angoulême, La Rochelle, Niort
19	REIMS	Chaumont, Troyes
20	RENNES	Brest, Lorient, Quimper
21	ROUEN	Le Havre, Dieppe, Evreux, Le Havre
22	STRASBOURG	Mulhouse
23	TOULOUSE	Albi, Rodez, Foix, Millau

1.4 Etendue de la consultation

Les conditions spécifiques d'exploitation, le détail des installations concernées et le contenu des prestations sont précisés dans le présent CCTP et ses annexes.

Les prestations de maintenance comporteront de façon générale :

- La conduite des installations
- La maintenance préventive de niveaux 1 à 3 – défini dans les normes NF X 60.010 & NF EN 13.306
- La maintenance corrective palliative de dépannage et corrective de réparation de niveaux 4 et 5 - défini dans les normes NF X 60.010 & NF EN 13.306

De façon générale, seules les installations de production d'eau glacée et les installations de climatisation et de traitement d'air desservant les locaux de production, de fabrication et de diffusion des émissions télévisées des sites principaux et tout matériel attenant feront l'objet d'opération de maintenance de niveaux 4 et 5 (prestations P2 et P3), les autres installations de production et de distribution de chauffage et de climatisation et de traitement d'air desservant les locaux annexes tels que bureaux, salles de réunions feront l'objet de maintenance de niveaux 1 à 3 (Prestations P2, pas de P3), idem pour les installations CVC des sites Annexes.

2 PRECISIONS SUR LES INSTALLATIONS

Les inventaires et consistances des installations techniques, objets du présent contrat, sont précisés dans le présent CCTP et dans les annexes 1 du présent CCTP.

Ces listings sont précis mais ne sont pas exhaustifs, quelques matériels peuvent manquer suite aux relevés ou ont été remplacés depuis.

Le Titulaire devra réaliser dans les 30 jours suivant le début du marché, un PV de prise en charge mais ne pourra demander une modification des redevances P2 ou P3 si des matériels n'étaient pas recensés.

Dans le cadre d'un contrat de résultats, les prestations et périodicités de maintenance des installations de génie climatique, objet du présent contrat, sont définies pour information dans le présent CCTP et son annexe 2.

3 DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

3.1 Consistance des installations

Sauf exceptions précisés ci-après, les installations techniques sont à prendre en charge au titre du P2 **sans limitations** :

- La production de chaleur ainsi que le réseau de distribution primaire vers l'ensemble des sous stations (jusqu'aux brides aval des échangeurs ou des bouteilles casse pression)
- Les sous stations chauffage et les matériels attenants
- Les installations secondaires chauffage statique sans limitations (radiateurs, convecteurs, tube enrobé, robinetterie, canalisations..)
- Les installations de production d'eau glacée
- Les groupes de production de froid à détente directe, climatiseurs et armoires de climatisation
- Les aérorefroidisseurs et matériels attenants
- Les CTA, extracteurs et caissons de traitement d'air
- Les sous stations de ventilation – climatisation – extraction et les matériels attenants
- L'ensemble des réseaux aérauliques situé dans les locaux techniques
- Les matériels secondaires de chauffage - climatisation – ventilation sans limitations (ventilo-convecteurs, cassettes, ..)
- Les installations de régulation et de GTC (Gestion technique Centralisée)
- L'ensemble des armoires électriques intéressant les matériels concernés par le présent marché

Les installations techniques **desservant les locaux de production, de fabrication et de diffusion des émissions télévisées des sites principaux** sont à prendre en charge au titre du P3 **sans limitations**:

- Les installations de production d'eau glacée
- Les groupes de production de froid à détente directe, climatiseurs et armoires de climatisation
- Les aérorefroidisseurs et matériels attenants
- Les panoplies de distribution d'eau glacée et les matériels attenants
- Les CTA, extracteurs et caissons de traitement d'air
- Les sous stations de ventilation – climatisation – extraction et les matériels attenants

- L'ensemble des réseaux aérauliques situé dans les locaux techniques
- Les matériels secondaires de chauffage - climatisation – ventilation sans limitations (ventilo-convecteurs, cassettes,...)
- Les installations de régulation et de GTC (Gestion technique Centralisée)
- L'ensemble des armoires électriques intéressant les matériels concernés par le présent marché

Les installations techniques ci-après ne sont pas à prendre en charge au titre du P3 :

- Les bouches et grilles de ventilation
- Les gaines de ventilation hors locaux techniques
- Les installations de robinetterie et équipements sanitaires
- **Les installations techniques des sites annexes**

3.2 Equipements

Les équipements concernés par le présent marché et qui sont à prendre en charge au titre du P2 et/ou du P3 font l'objet des annexes 1 au présent CCTP et sont décrites succinctement ci-après.

Rappel : cette annexe au CCTP est précise mais n'est pas exhaustive, quelques matériels peuvent manquer depuis les relevés réalisés ou ont été remplacés depuis.

Le Titulaire devra réaliser dans les 30 jours suivant le début du marché, un PV de prise en charge mais ne pourra demander une modification des redevances P2 ou P3 si des matériels n'étaient pas recensés.

3.2.1 Production de chaleur (primaire et sous stations)

- L'ensemble des équipements thermiques de production, de distribution en chaufferies (chaudières, brûleurs, pompes et variateurs, systèmes d'expansion, régulations, tuyauteries, calorifuges, vannes et robinetteries, carneaux et conduits de fumées, installations électriques, équipements gaz, fuel, ventilation des locaux techniques, etc.)
- L'ensemble des équipements thermiques de distribution primaire et secondaire y compris vannes, robinetterie, organes de réglage, tuyauterie ... situés dans et entre la chaufferie vers les sous stations et les locaux techniques ; les échangeurs de CU restent à la charge des Délégués.
- Les postes de mélange ou d'échange en sous-stations secondaires, les panoplies de distribution (pompes, vannes, robinetterie, V3V, sondes, manomètres, thermomètres, etc...)
- L'ensemble des installations de traitement d'eau de remplissage des réseaux.
Les produits de traitement d'eau (filmogène, autres produits...) sont à la charge du TITULAIRE **(fourniture des produits imputation P2)**
- L'ensemble des armoires électriques (y compris armoires télégestion), et fileries de liaison vers les appareils concernés par le présent marché, y compris organes de coupure électriques de chaque local technique. Les câbles électriques depuis les TGBT vers les armoires électriques ainsi que l'organe de coupure en tête restent à la charge du Pouvoir Adjudicateur.

- L'ensemble des équipements de régulation, télésurveillance/télégestion (PC, logiciel, automates, matériels de mesure, actionneurs, transmetteur, modem de communication, bus, filerie, etc.)
- Les compteurs gaz et postes gaz en propriété du Maître d'Ouvrage et leurs canalisations depuis ces compteurs vers les générateurs, y compris les vannes de barrage extérieures, électrovannes, détection gaz ..
- Les alimentations en eau de remplissage et d'eau chaude sanitaire depuis la canalisation EF en pénétration de chaque local technique, y compris la vanne d'isolement, le disconnecteur, filtre, manomètre etc..
- Tous les appareils de comptage : énergie chauffage, ECS, EF, gaz, fuel, électrique etc..
- Les siphons de sol, les puisards, les pompes puisards et de relevage y compris tuyauteries de refoulement jusqu'aux collecteurs

3.2.2 Secondaire chauffage

- L'ensemble des réseaux secondaires comprenant les canalisations y compris robinetterie,
- Tous les organes de coupure, de réglage et d'équilibrage des réseaux de chauffage, y compris ceux situés sur les émetteurs
- Les émetteurs de chaleur quels que soient leur emplacement et leur type, radiateur, convecteur, plancher chauffant, plafond rayonnant, batteries terminalesainsi que leurs équipements

3.2.3 Production d'eau glacée

- L'ensemble des équipements frigorifiques de production, de distribution en locaux techniques, des organes de sécurité, commande, régulation, pompes hydrauliques, système d'expansion, régulations, tuyauteries, vannes et robinetteries, traitement des eaux, installations électriques etc..
- Les aérorefroidisseurs, condenseurs à air, panoplies, robinetterie s'y attenant
- L'ensemble des équipements de transport y compris vannes, robinetterie, organes de réglage, réseaux de distribution ... situés dans et entre les locaux production d'eau glacée et vers les sous stations et locaux techniques
- L'ensemble des installations de traitement d'eau glacée (**fourniture des produits imputation P2**)
- L'ensemble des armoires électriques (y compris armoires télégestion), et fileries de liaison vers les appareils concernés par le présent marché, y compris organes de coupure électriques de chaque local technique et y compris les câbles électriques depuis le TGBT

- Les alimentations en eau de remplissage depuis la canalisation EF en pénétration du local technique, y compris la vanne d'isolement, le disconnecteur, filtre, manomètre, etc..
- Tous les appareils de comptage : énergie eau glacée, EF, électrique etc..
- Les siphons de sol, les puisards, les pompes puisards et de relevage y compris tuyauteries de refoulement jusqu'aux collecteurs

3.2.4 Secondaire eau glacée

- L'ensemble des réseaux secondaires comprenant les canalisations y compris en caniveaux et enterrés, robinetterie,
- Tous les organes de coupure, de réglage et d'équilibrage des réseaux de distribution d'eau glacée, y compris ceux situés sur les émetteurs
- Les différents émetteurs quels que soient leur emplacement et leur type, ventilo convecteurs, cassettes, batteries terminales, ainsi que leurs équipements et les canalisations de raccordements des condensats

3.2.5 Secondaire distribution EF

- L'ensemble des réseaux secondaires de distribution d'EF comprenant les canalisations y compris robinetterie, pompes, accessoires etc... situés dans les locaux techniques
- Tous les organes de coupure, de réglage et d'équilibrage des réseaux de distribution d'EF
- **Les différentes robinetteries situées sur les points de puisage ainsi que les équipements sanitaires sont hors marché**

3.2.6 Installations de conditionnement d'air

- Les centrales et les unités de traitement d'air comprenant :
 - . boîte de mélange avec registres, servomoteurs
 - . échangeur de récupération d'énergie et son asservissement
 - . batteries chaude, eau glacée et batterie chaude complémentaire
 - . filtres (**fourniture en P2, prestations main d'œuvre pour remplacement en P2) y compris recyclage ou destruction des filtres**)
 - . ventilateurs de soufflage, de reprise y compris les moteurs et leurs équipements
 - . variateurs de vitesse associés aux ventilateurs
 - . gaine de soufflage, reprises, rejet
 - . registres d'équilibrage, antigel, au soufflage
 - . équipements de mesure et de contrôle (manomètre, pressostat, thermomètre, sonde..)
 - . équipements électriques et de régulation (automate, régulateurs, V3V, servo-moteurs..)
 - . tuyauterie et robinetterie, pompe d'homogénéisation

- Les registres situés sur les réseaux aérauliques
- Les réseaux aérauliques situés dans les locaux techniques (gainés d'extraction, de soufflage, de reprise, de rejet, calorifuge des réseaux, registres, bouches, grilles, clapets coupe-feu ..)
- L'ensemble des armoires électriques, fileries de liaison de ces appareils, protections et raccordements électriques

3.2.7 Installations secondaire de conditionnement d'air

- Les réseaux aérauliques secondaires situés en dehors des locaux techniques (gainés d'extraction, de soufflage, de reprise, de rejet, calorifuge des réseaux, registres, bouches, grilles, clapets coupe-feu..)
- Les batteries et cassettes terminales et matériels associés (régulation, V3V, sondes ...) y compris la prise en charge des moyens d'accès à ces matériels ainsi que les filtres associés (**fourniture des filtres en P2, prestations main d'œuvre pour remplacement en P2**)
- L'ensemble des armoires électriques, des fileries de liaison de ces appareils, protections et raccordements électriques

3.2.8 Installations annexes

- Les installations de VMC (caissons d'extraction, bouches et grilles, raccordements électriques..)
- Les équipements de climatisation (splits, armoires de climatisation, VRV, systèmes de recyclage tels que Varilair ou similaire..) et matériel associé
- Les ventilo-convecteurs, cassettes, aérothermes ..

3.3 Limite de prestations

Les limites de prestations relatives aux installations concernées par le présent marché sont les suivantes :

3.3.1 Combustible gaz et fuel

- Depuis les brides de raccordement amont du poste de détente gaz
- **En aval, pas de limite**

3.3.2 Alimentation électrique

- Depuis l'armoire électrique concernée par le local ou le matériel pris en charge dans le cadre du présent marché – la ligne depuis le TGBT et vers l'armoire ou le tableau électrique est à la charge du Pouvoir Adjudicateur

3.3.3 Alimentation eau de ville et évacuation

- Depuis le branchement d'eau de remplissage des installations depuis la vanne la plus proche de chaque local technique, y compris cette vanne
- Les canalisations d'évacuation pour vidange ou condensats limitées aux siphons de sol (y compris ceux-ci) pour les locaux techniques et aux canalisations d'évacuation générales
- Les pompes de relevage des locaux techniques
- **En aval, les canalisations jusqu'aux points de puisage sont hors marché. Les appareils sanitaires et leurs robinetteries sont exclus du présent marché**

3.3.4 Réseaux de chauffage et d'eau glacée

- Pour les installations de chauffage, le Titulaire du présent marché sera responsable de la totalité des ouvrages de la production jusqu'à l'émission
- Pour les installations frigorifiques, les limites de prestations seront la totalité des circuits frigorifiques compris les évaporateurs et la régulation jusqu'à l'émission
- Pour les installations de climatisation, le Titulaire du présent marché sera responsable de la totalité des ouvrages de la production jusqu'à l'émission
- **Une mesure de glycol devra être effectuée sur les réseaux d'eau glacée et circuits de récupération avant chaque période de froid**

3.3.5 Installations de ventilation, conditionnement d'air

- L'ensemble des installations aérauliques depuis les gaines de prise d'air, les CTA, les réseaux aérauliques, électriques, les réseaux secondaires, les batteries terminales, ainsi que les bouches et grilles de ventilation, sont inclus au marché
- **Annuellement, une mesure de débit sur chaque CTA (soufflage, reprise) devra être effectuée.**

3.3.6 Installations électriques

- Pour l'ensemble des installations électriques concernées par ce marché, la limite de prestation se situe en amont de l'organe de coupure extérieure correspondant, ou à la protection en amont des armoires électriques des locaux techniques et située dans le TGBT

3.3.7 Matériels de sécurité

- Les matériels de sécurité (extincteurs, détecteurs, signalétique, éclairage de secours, bac et pelle etc..) restent à la charge du Pouvoir Adjudicateur.

4 LOCAUX TECHNIQUES MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE

Sauf cas particulier, le Pouvoir Adjudicateur met à la disposition du Titulaire, l'ensemble des locaux techniques (chaufferies, sous stations, locaux production d'eau glacée, locaux ventilation, etc...) liés au fonctionnement des installations, définies au présent marché.

Il lui laisse également l'accès aux équipements répartis dans l'établissement tels que les émetteurs de chaleur, émetteurs de froid, caissons de traitement d'air, ventilateurs, matériels divers, etc...

Des contraintes exceptionnelles de service pourront imposer un accès en dehors des heures ouvrables habituelles du Titulaire, qui devra alors s'y soumettre sans plus-value financière.

Il ne sera stocké dans des locaux techniques mis à disposition par le Maître d'Ouvrage, que les matériels et consommables permettant la continuité de l'exploitation pendant 1 mois maximum (sous réserve que la nature des matériaux ou leurs volumes, ne soient pas contraire aux règlements de sécurité en vigueur).

Le stockage des matières combustibles sera fait suivant la réglementation en vigueur.

Le Titulaire assurera le nettoyage des locaux techniques et des locaux mis à sa disposition.

5 PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS

5.1 Généralités

Le Titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des bâtiments, des difficultés d'accès aux bâtiments, aux locaux techniques et des matériels pris en charge dans le cadre de ce marché.

5.2 Prise en charge

Le Titulaire devra réaliser dans les 30 jours suivant le début du marché, un PV de prise en charge mais ne pourra demander une modification des redevances P2 ou P3 si des matériels n'étaient pas recensés. Cette prise en charge sera complétée par une analyse technique des installations et des propositions d'améliorations décrites et chiffrées.

Les installations feront l'objet d'un procès-verbal contradictoire de prise en charge auquel pourront être annexées les consignes particulières de conduite fournies par l'exploitant précédent ou le fournisseur du matériel.

Le Titulaire devra notifier sur le procès-verbal de prise en charge toutes les remarques et réserves qui lui semblent opportunes.

Dans le cas où ces réserves mettent en évidence un risque potentiel, une avarie ou un dommage préjudiciable à la future conduite des installations, Le Pouvoir Adjudicateur subroge le Titulaire dans ses droits et actions, nés ou à naître à l'encontre des constructeurs, fournisseurs, installateurs ou exploitants précédents, estimés responsables des dommages ou risques constatés (et notamment dans le cadre de l'application des diverses garanties).

Dans le cas où le procès-verbal est accepté sans réserve, le Titulaire s'interdit alors tout recours ultérieur et prend la responsabilité du bon fonctionnement des installations.

6 MODIFICATIONS DES INSTALLATIONS

6.1 Modifications par le POUVOIR ADJUDICATEUR

Aucune modification technique ne peut être apportée à l'installation par le Pouvoir Adjudicateur sans que le Titulaire en ait été préalablement informé.

De plus, lors d'une modification de l'installation et/ou de remplacement de matériel, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de demander au Titulaire une modification des prix P2 et/ou P3.

Ces modifications seront actées par avenant.

Lors de travaux de rénovation, et quelle que soit la procédure retenue pour effectuer ces transformations (travaux exécutés par le Titulaire ou intervention d'une autre entreprise), le Titulaire est tenu de :

- Emettre un avis et éventuellement des réserves quant au contenu du cahier des charges,
- Informer Le Maître d'Ouvrage des incidences prévisibles sur l'exploitation des futures installations (difficultés de maintenance, risques techniques).
- Assister à la réception des travaux et rédiger un document de prise en charge avec ses éventuelles réserves et remarques.
- Mettre à jour les schémas et plans techniques

De plus, le Titulaire devra assister l'entreprise chargé des travaux lors des opérations de vidange, d'isolement, de remplissage, de remise en service et de purges des installations.

Les purges complémentaires seront prises en charge par le Titulaire dans le cadre du présent marché.

La rémunération de ces prestations d'assistance au Pouvoir Adjudicateur est considérée comme incluse au marché dans la redevance P2 sans limitations.

6.2 Modifications par le TITULAIRE

Aucune modification technique ne peut être apportée à l'installation par le Titulaire même à ses frais, sans que le Pouvoir Adjudicateur en ait été préalablement informé et qu'il ait donné son accord.

Les modifications font l'objet d'un accord préalable prévoyant, en fin d'exécution du marché, soit la remise en état initial, soit la cession de la modification réalisée.

De plus, lors d'une modification de l'installation et/ou remplacement de matériel, le Titulaire aura la possibilité de demander au Pouvoir Adjudicateur une modification des prix P2 et/ou P3.

Ces modifications seront actées par avenant.

7 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1 Prestation d'entretien courant

La liste des prestations d'entretien courant dues par le Titulaire est celle publiée à l'annexe 2 du Guide de rédaction des clauses techniques des marchés d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat.

Ces prestations incluent non seulement la conduite, mais également la surveillance et le réglage des différents matériels, ainsi que leur nettoyage et leur entretien courant.

Elles constituent l'annexe 2 du présent CCTP.

Le marché d'exploitation inclue également des prestations spécifiques et des prestations sous traitées (analyses, contrôles réglementaires, ...) définies dans le présent CCTP.

7.2 Renouvellement des matériels – Garantie Totale P3

7.2.1 Généralités

La redevance P3 GT concerne uniquement les matériels de production d'eau glacée et les installations de climatisation et de traitement d'air avec les matériels attenants qui desservent les locaux de production, de fabrication et de diffusion des émissions télévisées des sites principaux, les sites annexes ne font pas l'objet d'une redevance P3.

La redevance P3 GT Garantie Totale est un montant forfaitaire avec indication des prix unitaires de main d'œuvre et du coefficient applicable à la facturation des fournitures ou du coefficient applicable aux prestations sous traitées.

Avant toutes interventions réalisées par le Titulaire dans le cadre de la redevance P3, et sauf urgence, il devra établir une demande d'engagement et la présenter aux représentants du Pouvoir Adjudicateur pour approbation avant commencement des travaux.

Elle est conforme au Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat approuvé par décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP et rédigé par le Groupe d'étude des marchés de chauffage et de climatisation (**GUIDE GEM/CC**).

Elle implique pour le Titulaire les obligations de résultats ci-après :

- garantir la permanence de fonctionnement et les performances des installations ;
- assurer en permanence par surveillance et contrôle des rendements des matériels et de la fiabilité des régulations des installations, le suivi des consommations d'énergie de manière à ce qu'elles correspondent à des dépenses optimales.

Le Titulaire est en conséquence tenu d'intervenir sur ces installations, par des réparations, remplacements ou renouvellements, immédiats en cas de nécessité ou en préventif, des matériels défaillants ou risquant de l'être, de manière à répondre à tout moment et sans aucune défaillance à l'obligation de continuité du service, au maintien et même à l'aménagement des performances des installations qu'il exploite.

Le Titulaire devra être en mesure de se fournir chez un distributeur local même si elle dispose d'une centrale d'achat afin de réduire au maximum les délais d'approvisionnement et assurer la continuité de service des installations.

7.2.2 Limite de prestations :

Sont compris l'ensemble des canalisations hydrauliques, les liaisons et matériels électriques (y compris les lignes d'alimentation en amont depuis le TGBT et y compris les organes de coupure et de disjonction électriques) se situant dans les locaux techniques des matériels concernés par la redevance P3.

Restent à la charge du Pouvoir Adjudicateur :

- Les installations de production et de distribution de chauffage
- Les émetteurs de chauffage (radiateurs..)
- Les installations de production d'eau glacée, de climatisation et de traitement d'air desservant des locaux autres que ceux de production, de fabrication et de diffusion des émissions télévisées et des sites Annexes
- le gros œuvre et les ouvrages de génie civil, notamment ouverture de fouilles et de caniveaux pour réparation de fuites de réseaux
- les cheminées et conduits de fumées
- les réseaux EF, la robinetterie et appareils sanitaires
- les clapets coupe-feu et les asservissements concernés par ces matériels
- les effets de l'intervention d'un tiers ou du Pouvoir Adjudicateur sans l'accord exprès du Titulaire
- les conséquences des cas de Force Majeure et celles résultant d'une cause extérieure à l'installation, ainsi que tous les dommages réputés couverts par l'assurance du Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire est réputé connaître parfaitement les ouvrages pris en charge.

En conséquence, dans le cadre de la garantie totale, il renonce à faire état de difficultés provenant de la qualité du matériel ou de l'exécution des travaux.

A cet effet, le Pouvoir Adjudicateur délègue au Titulaire, tout droit de recours qu'il pourrait détenir à l'encontre des installateurs et fournisseurs de matériels.

Dans le cadre d'installation sous garantie de celui qui l'a réalisée, le Pouvoir Adjudicateur pourra éventuellement déléguer au Titulaire, tout droit de recours découlant de cette garantie.

Le Titulaire ne peut se prévaloir d'une insuffisance de provision pour respecter ses engagements, à quelque moment et pour quelque cause que ce soit.

7.2.3 Moyens et modalités :

Le Titulaire fournira le personnel et le matériel nécessaires aux travaux d'entretien et de renouvellement quels qu'ils soient et que la cause de détérioration soit accidentelle ou due à l'usure normale ou anormale, afin que les installations techniques objet du présent marché, soient en bon état de fonctionnement et en parfait état de conservation, pendant toute la durée du marché.

Il est tenu de procéder à des remplacements ou réparations, ainsi qu'à la mise en service des installations, dans les plus courts délais d'exécution.

Il s'engage à faire réaliser les opérations de grosses révisions suivant les préconisations de constructeurs.

En fin d'exécution du marché, l'installation sera laissée qualitativement et quantitativement en état normal d'entretien de fonctionnement, sans qu'aucune grosse réparation ne soit nécessaire, et ce pendant douze (12) mois,

Le Titulaire reconnaît que les redevances afférentes à la garantie totale sont suffisantes pour lui permettre d'assurer cette charge,

Si à l'occasion des travaux de gros entretien, le Titulaire se trouve amené à remplacer dans son ensemble un matériel, il doit en aviser le Maître d'Ouvrage, afin de lui permettre d'examiner l'intérêt qu'il pourrait y avoir, compte tenu de l'évolution de la technique et/ou de ses besoins, à substituer aux appareils à remplacer, des matériels de principe ou de puissance mieux adaptés à la poursuite de l'exploitation, non seulement jusqu'à la fin du marché, mais également au-delà de la date de son expiration.

Le Titulaire conseillera également à cette occasion le Maître d'Ouvrage pour toutes les applications concernant les économies d'énergie et/ou les techniques nouvelles.

En fonction des solutions adoptées, le Pouvoir Adjudicateur pourra soit participer aux dépenses de renouvellement, soit convenir avec le Titulaire d'un aménagement de redevances, l'accord sera alors acté par voie d'avenant.

7.2.4 Gestion du compte P3 GTR (Garantie Totale à Répartition)

En dérogation au Guide du GEM/CC, le compte P3 sera géré en totale transparence.

C'est pourquoi il est demandé de renseigner dans l'Acte d'Engagement, un coefficient sur sous-traitance, un coefficient sur fournitures, et un coût horaire de la main d'œuvre.

Le coefficient sur facture fournisseur s'entend après remise déduite du fournisseur.

Il est précisé que les fournitures de pièces dont le montant unitaire (hors MO) ainsi que la prestation sous-traitée dont le montant déboursé est inférieur à 100 € HT devront être imputées au titre du P2.

Pour chaque intervention à réaliser dans le cadre du P3, le Titulaire devra au préalable fournir les devis correspondants à ces travaux, il devra obtenir un accord du Pouvoir Adjudicateur avant d'engager ces travaux, sauf en cas d'urgence où le devis sera fourni à posteriori.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra vérifier que le Titulaire obtient bien les remises optimales auprès de ses fournisseurs.

Le nombre d'heures imputées sur les opérations de travaux P3 devra être **justifié** et consigné sur les bordereaux de travaux. **Dans le cas où les justificatifs ne seraient pas fournis, le nombre d'heures imputé sera ramené à 0 h.**

Il ne sera pas accepté d'imputations d'heures ou de forfait pour « prise en charge du chantier » ou « déplacement » sur les dépenses P3, ces prestations sont supposées incluses au prix de l'heure ou dans le coefficient de marge.

En cas de désaccord sur le nombre d'heures valorisées sur une opération, le Maître d'Ouvrage pourra modifier cette quantité et prendre pour référence ceux publiés par les revues professionnelles (Chaud Froid Plomberie, Batiprix, etc. ...).

Dans l'hypothèse où le montant P3 du marché s'avérerait insuffisant à l'usage, le Titulaire n'en conserverait pas moins, à ses frais, la totalité de ses obligations en matière de maintien et remise en état des matériels.

En tout état de cause, la participation du Titulaire aux dépenses occasionnées par ces travaux ne pourra être inférieure à la valeur de remplacement au jour considéré des matériels d'origine par des matériels similaires.

En cas de besoin, la valeur de remplacement des matériels pourra être déterminée par mise en concurrence du Titulaire avec d'autres entreprises. Au cas où le Titulaire ne serait pas le mieux disant, deux possibilités peuvent être envisagées, au choix du Titulaire :

- Les travaux sont exécutés par le Titulaire et le prix qui leur est affecté dans le décompte P3 est celui de l'entreprise dont l'offre est économiquement la plus avantageuse
- ou :
- Les travaux sont confiés par le Titulaire à l'entreprise dont l'offre est économiquement la plus avantageuse

Dans ces 2 cas, les travaux sont réalisés sous la responsabilité du Titulaire, il ne pourra en aucun cas arguer de malfaçon ou d'erreur de montage pour se soustraire à ses responsabilités.

Le marché Garantie Totale sera du type à répartition, en dérogation à la circulaire n° C3-83 du GPEM/CC, l'expiration du marché :

- Si le solde du compte P3 est débiteur, l'exploitant sera tenu d'assurer, à ses frais, ses obligations en matériel de gros entretien et renouvellement des matériels
- Si le solde du compte P3 est créditeur, soit le Maître d'ouvrage pourra obliger le Titulaire avant la fin du contrat d'investir cette somme restante dans des travaux supplémentaires visant à économiser l'énergie, soit le solde sera restitué **intégralement** au Maître d'ouvrage.

Le suivi et le contrôle du compte P3 seront assurés par le Maître d'Ouvrage et/ou son représentant délégué.

Le remplacement de matériel d'ancienne génération (par exemple pompe 3 vitesses, chaudière basse température, automate ancienne génération ...), devra être prévu par du matériel conforme ou de dernière génération (par exemple pompe à débit variable, chaudière à condensation, automate Bacnet IP...), le surcoût devra être pris en charge dans le cadre du P3.

7.2.5 Suivi des travaux P3 et autres travaux d'améliorations techniques

Dans le cas de travaux d'améliorations techniques qui seront réalisés au titre du P3 GT classique dont le montant est supérieur à **2000 € HT**, le Titulaire devra, **à la demande expresse du Pouvoir Adjudicateur**, mandater un bureau d'études techniques afin d'examiner les plans et calculs établis par le Titulaire (équivalent VISA), suivre le chantier avec rédaction de compte rendu et de réceptionner les travaux.

Les honoraires seront pris en charge par le Titulaire et intégrés dans le montant des travaux.

7.2.6 Certificats d'Economies d'Energie CEE

Lorsque des travaux réalisés dans le cadre de la prestation P3 du présent marché par le Titulaire, et dans le cas où ceux-ci seraient éligibles au dispositif des Certificats d'Economies d'Energie

défini par les articles L 221-1 à L 222-9 du Code de l'énergie, le Titulaire ne pourra en aucun cas garder pour lui-même le droit de valoriser ces dits travaux.

Il s'engage à fournir, l'ensemble des documents et informations nécessaires à la constitution du dossier de demande des CEE afin que le Maitre d'Ouvrage puisse les valoriser, par l'intermédiaire d'un organisme ou société mandaté par le Maitre d'ouvrage.

Il pourra également faire une proposition de rachat de ces CEE et dans le cas où le Maitre d'Ouvrage accepte cette offre, le montant pourra être rajouté à la balance P3.

7.3 Compteurs

L'entretien des compteurs est à la charge du Titulaire au titre du P2.

Les compteurs d'énergie chauffage, électrique sont utiles pour réalisés des analyses techniques des flux d'énergie seront contrôlés par un expert agréé tous les 3 ans (imputation P2).

Le scontrôles des compteurs d'énergie des RCU sont hors marché.

7.4 Contrôles et visites

7.4.1 Généralités

Le Titulaire est chargé des contrôles et des visites légales et réglementaires des installations par son personnel agréé propre à la société ou par des organismes de contrôle agréés, il est responsable de leur exécution complète (y compris les démontages éventuels pour accès). Ces contrôles et visites sont aux frais du Titulaire.

Il s'agit des visites de contrôles concernant l'ensemble des matériels pris en charge dans le cadre de ce marché.

Le Maitre d'Ouvrage conserve à sa charge les autres visites et contrôles qui ne sont pas explicitement définis dans les paragraphes suivants.

Tous les contrôles décrits ci-après feront l'objet de rapport ou compte rendu, ceux-ci seront injectés dans la GMAO.

Les éventuelles non-conformités constatées feront l'objet d'une synthèse et d'un plan d'actions.

7.4.2 Précision sur la notion d'exploitant

Selon la jurisprudence, le droit de propriété de l'installation est sans incidence sur la qualité d'exploitant.

Donc, à partir du moment où l'exploitation, la maintenance, l'entretien et le suivi des installations ont été confiés à un tiers prestataire de service, ce dernier se substitue au Pouvoir Adjudicateur pour toutes interventions et responsabilités décrites dans le marché de base et ses avenants.

7.4.3 Arrêté du 11 septembre 1998

Le Titulaire est tenu de déterminer le rendement lors de chaque remise en marche des chaudières, et au moins tous les 3 mois pendant la période de fonctionnement et de le consigner dans le cahier de chaufferie (Chaudières dont la puissance unitaire est supérieure à 400 kW).

Le contrôle et réglage de la combustion doivent être réalisés de façon à respecter les valeurs minimales réglementaires.

Cette prestation est étendue à toutes les chaudières quel que soit leur puissance y compris celles inférieures à 400 KW.

7.4.4 Arrêté n°200-648 du 9 juin 2009 et arrêté du 2 octobre 2009 – Efficacité énergétique

Contrôles périodiques décrits dans le décret du 9 juin 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 KW et inférieure à 20 MW.

Cette prestation est prise en charge par le Titulaire (imputation P2) qui devra mettre à disposition un personnel d'entretien qualifié pour assister l'organisme de contrôle lors de cette visite.

Cette prestation doit être réalisée tous les **3 ans**, la première sera programmée dans les 6 mois après la prise en charge du marché.

7.4.5 Vérification des installations électriques

Les contrôles prévus dans le décret 88-1056 et l'arrêté du 28 juillet 2003 concernant la protection des travailleurs dans les établissements restent **à la charge du Pouvoir Adjudicateur**.

7.4.6 Réglementation ATEX (Atmosphère Explosive)

Les contrôles prévus dans la réglementation ATEX sont à la charge du Titulaire, à réaliser une fois en début du marché. Le Titulaire du présent marché se substitue au Pouvoir Adjudicateur dans l'évaluation du risque d'explosion dans les locaux où il est appelé à intervenir.

Le coût de cette prestation est à la charge du Titulaire (**imputation P2**) qui devra mettre à disposition un personnel d'entretien qualifié pour assister l'organisme de contrôle lors de cette visite.

7.4.7 Entretien, maintenance des postes de livraison combustible gaz

Le poste de livraison de gaz et des dispositifs de détente/mesurage; les prestations de maintenance et de remplacement éventuel de ces appareils seront à la charge du gestionnaire de réseau de distribution (GrDF, Regaz Bordeaux, GDS ..).

La maintenance, les contrôles sous compteurs gaz en aval des compteurs généraux de GrDF sont à la charge du Titulaire.

7.4.8 Entretien et inspection des systèmes thermodynamiques et des systèmes de ventilation combinés à un chauffage par effet joule

L'entretien des systèmes thermodynamiques de puissance comprise entre 4 KW et 70 KW doit être exécuté par une personne compétente.

Il comprend :

- La vérification du système thermodynamique
- Le contrôle d'étanchéité du circuit de fluide frigorigène
- Le nettoyage et le réglage du système thermodynamique
- La fourniture des conseils nécessaires portant sur la bon usage du système en place, les améliorations possibles

Une attestation d'entretien est rédigée, la périodicité entre 2 entretiens ne peut excéder 2 ans.

Cette prestation est à prévoir par le Titulaire (imputation P2).

7.4.9 Entretien et inspection des systèmes thermodynamiques et des systèmes de ventilation combinés à un chauffage de puissance nominale > 70 KW

L'inspection des systèmes doit être réalisé par un personnel certifié et indépendant vis-à-vis du personnel du Titulaire du présent marché.

Cette prestation ainsi que l'élaboration du livret CVC sont à prendre en charge par le Titulaire (imputation P2).

L'inspection doit comporter :

- Un examen du livret CVC
- Une évaluation du rendement pour les systèmes thermodynamiques
- La fourniture des recommandations nécessaires portant sur le bon usage du système en place, les améliorations possibles..

A l'issu de l'inspection, un rapport est remis par la personne certifiée et est intégré au livret CVC.

Cette prestation devra être réalisée avant le 1^{er} juillet 2025 puis tous les 5 ans.

7.4.10 Suivi des équipements sous pression

L'arrêté du 20 novembre 2017 définit les modalités de suivi des équipements sous pression (ESP).

Les systèmes frigorifiques sous pression nécessitent le recours à un Cahier Technique Professionnel (CTP) dont la mise en œuvre est précisée dans le nouveau CTP 2020 et dont les obligations nécessitent :

- Le recours à un plan d'inspection pour le suivi des installations frigorifiques
- La transmission d'un retour d'expérience tous les 2 ans ou lors d'accidents/incidents sur les installations

Un plan d'inspection doit être rédigé par un organisme habilité sous la responsabilité du Titulaire du présent marché, il devra définir les actions minimales de surveillance à réaliser dans le cadre du suivi en service d'un système frigorifique sous pression.

La constitution d'un CTP pour chaque installation est à prendre en charge par le Titulaire au titre du P2.

Les prestations ci-après à réaliser par des organismes agréés ne sont pas intégrées au présent marché et devront faire l'objet de devis P5 :

- **Requalification : périodicité 10 ans**
- **Inspection périodique : périodicité 40 mois**

Le remplacement des pièces qui serait recommandés par l'organisme agréé seront pris en charge en P5 également (notamment entre autres, remplacement des organes de sécurité, des soupapes ...).

7.4.11 Extincteurs

La révision annuelle des extincteurs en chaufferies et locaux techniques objets du présent marché reste à la charge du Pouvoir Adjudicateur.

Leur maintien en bon état et remplacements éventuels sont également à sa charge.

Le Titulaire devra toutefois informer le Pouvoir Adjudicateur lorsque les dates de contrôles ne sont plus valables.

7.5 Sécurité

Dans des circonstances exigeant une interruption immédiate du fonctionnement des installations, le Titulaire prendra les mesures d'urgence nécessaires, et en avisera Le Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire maintiendra en bon état et effectuera l'entretien, la mise en sécurité, le nettoyage et la fermeture des locaux mis à sa disposition.

Le Titulaire doit informer Le Maître d'Ouvrage, par écrit, des incidents prévisibles, dès qu'il peut les déceler, en attirant son attention sur les conséquences qu'ils peuvent entraîner.

Il lui fera part des suggestions nécessaires en vue d'assurer la sécurité, la remise en état ou le remplacement des matériels indispensables à un fonctionnement régulier des installations si ces derniers ne sont pas pris en charge dans le cadre de la prestation P3.

7.6 Risque amiante

Conformément à :

- Code de la Santé Publique. (Nouvelle Partie Réglementaire) LIVRE III - CHAPITRE IV - Section 2 Exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis Art. R1334-14 à R1334-29
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

- Décret n° 2006-1072 du 25 août 2006 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires)

Il appartiendra au titulaire du marché, dans un délai d'un mois à compter de la notification du marché :

- De prendre rendez-vous avec le représentant du Pouvoir Adjudicateur afin de prendre connaissance du dossier technique amiante. Une attestation écrite devra être produite à la suite de ce RDV
- De présenter les attestations de formation concernant les travaux de sous -section 4 sur des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante du personnel intervenant sur les sites

Avant chaque intervention sur le site, le Titulaire vérifiera que la zone dans laquelle il doit intervenir ne contient pas de matériaux amiantés. A défaut le titulaire prendra toutes dispositions nécessaires pour que l'intervention de ses employés se fasse dans le respect des règles définies par la réglementation en vigueur.

7.7 Personnel d'exploitation

7.7.1 Généralités

L'ensemble des prestations sera exécuté par le personnel du Titulaire affecté à l'exécution des obligations contractuelles du présent marché.

L'ensemble du personnel appelé à intervenir sur le site devra se présenter au poste de garde, s'équiper de badges d'identification et sera présenté au Pouvoir Adjudicateur au préalable qui donnera son agrément. Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas accepter un personnel du Titulaire qui ne correspondrait pas aux besoins et aux compétences du marché.

Le présent marché concerne 22 sites principaux et 58 sites annexes très distants géographiquement seront gérés par le Titulaire de la façon suivante :

- **Le Titulaire de chaque Lot aura une relation directe avec la personne référent des établissements principaux**
- **Le Titulaire de chaque Lot désignera un interlocuteur unique pour communiquer l'ensemble des documents nécessaires et utiles à la personne responsable de France Télévision et les chefs de centre de chaque site (ou son représentant).**

7.7.2 Protections individuelles

Les entreprises veilleront à ce que leurs personnels soient équipés et utilisent les équipements de protection individuels (EPI) adaptés à leur activité :

- Chaussures de sécurité (port obligatoire)
- Lunette de protection
- Bouchons d'oreille ou casques antibruit
- Casques homologués et validés...

7.7.3 Personnel affecté au marché et délai d'intervention en astreinte

Il devra y avoir une cohérence entre le nombre d'heures chiffrées dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et le nombre de personnes dévolues à la réalisation des obligations contractuelles.

Cet effectif minimum ne présume pas de la charge de travail qui résulte des obligations du présent marché dont le Titulaire reste seul juge et responsable.

Ce nombre d'heures P2 fera l'objet d'une appréciation dans le sous-critère 7.

Le Titulaire aura l'obligation de remettre au Pouvoir Adjudicateur, le nom et la qualification professionnelle du personnel affecté, ainsi **qu'un planning prévisionnel trimestriel de présence et d'astreinte.**

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'exiger le remplacement de tout personnel qui ne donne pas satisfaction.

Le Titulaire présentera un organigramme de son organisation locale et spécifique au présent marché incluant un cadre responsable de l'entreprise.

Le Titulaire assurera l'effectif minimum exigé **pendant les périodes de congés annuels ainsi que pour toute absence** (remplacement systématique par du personnel dûment qualifié).

Les astreintes seront organisées de façon à joindre directement le technicien sans délai, et avec un délai maximum d'intervention sur site de 2 (deux) heures 24h/24 pour les sites principaux, et de 4 (quatre) heures en jours ouvrés pour les sites annexes.

Le Titulaire s'assurera d'une bonne connaissance des sites et installations techniques par son personnel d'astreinte.

Le Titulaire indiquera clairement les dispositions adoptées pour intervenir sur toute ou partie d'installation de chacun des sites objet du présent marché en dehors des heures ouvrables : nom et numéro d'appel du personnel d'astreinte et d'un responsable.

L'ensemble des techniciens susceptibles d'intervenir en astreinte sur les installations devront être formés à la bonne connaissance des locaux et des installations une fois /an, un rapport formalisera cette prestation et sera remis au Maître d'Ouvrage et à son représentant.

Une fois par mois, le Titulaire devra, en présence d'un représentant du Maître d'Ouvrage, faire le tour des installations afin de faire un point sur les prestations et les éventuelles difficultés rencontrées. Cette visite fera l'objet d'un compte rendu rédigé par le Titulaire.

7.7.4 Suivi et conduite des installations

Le Titulaire devra prévoir dans son organisation, un ingénieur méthode.

Il consacrera (une partie de) son temps à l'analyse technique des installations dans le but d'améliorer leur fonctionnement, de modifier leur mode de fonctionnement et ainsi optimiser les consommations d'énergie. Il devra être aidé par des prestations de fournisseurs avec lesquels un contrat de maintenance préventif sera conclu (GTC, groupes d'eau glacée).

Un rapport d'intervention sera établi chaque année, lors des réunions de suivi, rapport qui synthétisera les actions menées par cette personne.

7.7.5 Interventions en dehors des heures ouvrables

Toutes interventions qui pourraient provoquer des gênes ou mettre en difficulté la continuité de service des sites seront programmées dans des créneaux horaires qui seront définis par le responsable technique du site considéré sans que le Titulaire ne puisse demander une contribution supplémentaire sur les redevances P2 (ou P3).

7.7.6 Plan de prévention

Le Titulaire adressera **dès la prise d'effet du contrat**, un plan de prévention qu'il soumettra au Maître d'Ouvrage dans le cadre du décret du 20 février 1992.

Ce plan inclura les dispositions qu'il prendra en matière de respect du règlement intérieur, sécurité des personnes et qualité des prestations d'une manière générale.

Ce plan de prévention sera remis à jour chaque année.

7.8 Optimisation des consommations d'énergie

7.8.1 Consommations chauffage

Le Titulaire devra tout mettre en œuvre dans le but d'optimiser les consommations, ceci dès la première année de contrat (un intéressement est prévu sur l'ensemble des sites principaux).

Il s'intéressera aux horaires d'occupation de chaque zone par sondage auprès des responsables de site, afin d'optimiser les plages horaires de chauffage et de conditionnement d'air.

Il s'intéressera également au fonctionnement de la chaufferie et/ou des sous stations (cascade, consignes, courbes de régulation, ..).

Il s'assurera par des mesures de température en continu que les consignes soient bien respectées, qu'il ne constate pas de destruction d'énergie sur le fonctionnement des CTA notamment.

Il élaborera, dans les 3 mois suivant la prise du contrat, une procédure décrivant toutes les prestations de mesure, contrôles, vérifications prévues et qui seront appliquées toujours dans le but d'optimiser les consommations d'énergie.

Cette disposition fera l'objet d'une appréciation dans le critère 9.

Le Titulaire devra fournir à chaque réunion technique, des relevés de température réalisés avec les 5 sondes de température **par site** à fournir par le Titulaire (imputation P2) de façon à analyser les équilibres des réseaux statiques, les réduits de température dans les zones où cela est possible, le bon fonctionnement des CTA et appareils de climatisation etc..

Ces sondes ne se confondent pas à celles existantes et raccordées sur les GTC, elles sont complémentaires.

Un équilibrage de l'ensemble des réseaux statiques sera programmé et réalisé par le Titulaire dans l'année suivant la prise en charge du marché. Un rapport sera établi à l'issue de cette opération.

Un équilibrage de l'ensemble des réseaux aérauliques sera également réalisé par le Titulaire dans l'année suivant la prise en charge du marché. Un rapport sera établi à l'issue de cette opération.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à des vérifications lors de ces prestations d'équilibrage.

Le Titulaire devra effectuer un relevé de l'ensemble des compteurs chaque mois (gaz, énergie, fuel, RCU, électricité, ECS, EF général ..) et présenter des analyses des consommations à chaque demande du Maître d'Ouvrage et/ou son représentant, ainsi que les rapports annuels.

Le TITULAIRE inscrira le NB sur lequel il s'engage dans les Actes d'engagement et ses annexes.

Cet engagement donnera lieu à une notation pour le choix de l'offre mieux-disante (sous-critère 8).

7.8.2 Consommations d'eau glacée

Le Titulaire devra tout mettre en œuvre dans le but d'optimiser les consommations d'eau glacée.

Il s'intéressera aux horaires d'occupation de chaque zone par sondage auprès des responsables de site, afin d'optimiser les plages horaires de chauffage et de conditionnement d'air.

Il s'intéressera également au fonctionnement des groupes d'eau glacée (cascade, court cycle..), ainsi qu'au réseau de distribution primaire eau glacée (pompes, vannes de décharge..) de façon à optimiser les consommations d'électricité de ces matériels et d'éviter les dépassements de puissance souscrite.

Il s'assurera par des mesures de température et d'hygrométrie en continu que les consignes soient bien respectées, qu'il ne constate pas de destruction d'énergie.

Il élaborera, dans les 3 mois suivant la prise du contrat, une procédure décrivant toutes les prestations de mesure, contrôles, vérifications prévues et qui seront appliquées toujours dans le but d'optimiser les consommations d'énergie.

Cette disposition fera l'objet d'une appréciation dans le critère 9.

Le Titulaire du présent marché devra la mise en place de compteurs d'eau glacée et d'électricité sur les groupes de production d'eau glacée (imputation P3).

Le Titulaire établira une situation de référence sur une période de 12 mois sur les consommations d'électricité et les consommations d'énergie eau glacée.

A l'issue de cette période, il devra mettre tout en œuvre pour optimiser le fonctionnement de ces installations.

Dans le mémoire fourni à la réponse de cette consultation, le TITULAIRE précisera le niveau de gain (en %) sur lequel il s'engage sur la performance de ces installations.

Cet engagement donnera lieu à une notation pour le choix de l'offre mieux-disante (sous-critère 8) en complément des NB chauffage inscrits dans l'Acte d'Engagement et ses annexes.

7.9 Télésurveillance, Télégestion

Certains sites sont équipés de télésurveillance/télégestion, notamment les sites suivants sont équipés de GTC de marque DELTA CONTROLS :

- Lot 2 : Nancy, Reims et Strasbourg
- Lot 3 : Amiens , Lille
- Lot 6 : Besançon, Dijon

Il en sera de même pour les sites suivants :

- Lot 1 : Ajaccio, GTC de marque SAUTER
- Lot 3 : Rouen, GTC de marque CAP TECHNOLOGIE

D'autres sites sont équipés d'installation de télésurveillance/télégestion d'autres marques.

L'ensemble des matériels sont à prendre en charge au titre du P2 et/ou P3 sans limitations.

Le Titulaire devra reprendre l'ensemble des informations de ces installations de façon à recevoir les informations de télésurveillance et de pouvoir gérer à distance.

Les abonnements et coûts des communications relatives à ces installations sont à la charge du Titulaire (imputation P2) ainsi que les coûts des services des Centrales d'Appels.

Les coûts de développement de la GTB/GTC et de formation du personnel du Titulaire sont à prendre en charge au titre du P2, c'est pourquoi le Titulaire devra souscrire un contrat auprès des fournisseurs comprenant les prestations suivantes :

- Vérification et suivi préventif sur la base de 4 journées/an dont 2 dès la prise en charge
- Dépannage correctif
- Intervention garanti sous un délai de 24h
- Assistance téléphonique
- Prise en main à distance
- Maintenance logiciel

Ces devis seront détaillés dans le mémoire méthodologique (montant et contenu), la commande devra être justifiée chaque année à la demande du Maitre d'Ouvrage ou de son conseil. En cas de non production de ces commandes auprès de ces fournisseurs, le montant sera déduit de la facturation P2.

Cette disposition fera l'objet d'une appréciation dans le sous-critère n°5.

7.10 GMAO

Le Titulaire du présent marché devra mettre en œuvre une GMAO numérique sur internet (cloud) et aura pour objectif de la rendre opérationnelle dans les 3 mois après la prise en charge du marché.

Par la suite, une GMAO spécifique France Télévisions sera déployée sur l'ensemble des sites, le Titulaire devra alors l'utiliser, prendre en charge la formation de ses techniciens.

Cette GMAO sera renseignée et développée de façon à compléter les carnets sanitaires et ainsi garantir la traçabilité des opérations de maintenance, de contrôles des équipements concernés par cette obligation (CTA, production d'eau glacée, filtration).

Une synthèse des prestations réalisées sera présentée à chaque réunion de suivi.

Cette disposition fera l'objet d'une appréciation dans le sous-critère n°4.

7.11 Gestion des déchets

Le Titulaire devra prendre à sa charge, l'évacuation et le traitement, conformément à la réglementation de l'ensemble déchets générés par son activité.
Cela concerne également les filtres aérauliques usagés.

Le Titulaire devra utiliser la plate-forme Trackdéchets afin d'assurer une traçabilité de ces déchets.

7.12 Stock de pièces détachées

7.12.1 Pièces détachées

Le Titulaire devra, dans les 3 mois suivant la prise en charge du contrat, fournir au Pouvoir Adjudicateur une liste de pièces détachées dites de première urgence permettant de limiter les délais de remise en service des installations ou équipements défectueux.

Le Titulaire devra, au titre du P2, la fourniture et le remplacement de toutes les pièces dont le montant unitaire est inférieur à **100 € HT**.

Un stock matériel sera constitué dans les 6 mois après le début du marché pour faire aux besoins et prestations urgentes. Ces matériels seront imputés au titre du P3.

Une liste valorisée des matériels à prévoir en stock sera fournie dans le mémoire méthodologique, cette disposition fera l'objet d'une appréciation dans le sous-critère 3.

7.12.2 Consommables

Tous les consommables (joints, fusibles, voyants, visseries, huiles, graisses) nécessaires à la prestation sont à la charge du Titulaire (imputation P2).

Le Titulaire devra s'assurer préalablement de l'approvisionnement d'un minimum de consommables permettant de minimiser les temps d'indisponibilité des équipements.

La gestion de l'ensemble du stock est à la charge du Titulaire.

Ce stock sera restitué au Maître d'ouvrage à la fin du contrat.

7.13 Prestations spécifiques

7.13.1 Prévention de la légionellose – Appareils de climatisation et de conditionnement d'air

L'ensemble des appareils de climatisation et conditionnement d'air (CTA, ventilo-convecteur, split, armoire de climatisation) feront l'objet d'une opération de nettoyage et de désinfection annuelle.

De plus, le Titulaire devra assurer un contrôle visuel trimestriel du bon écoulement des condensats.

Ces prestations seront consignées dans le carnet sanitaire.

Les accès aux batteries et bacs à condensats pour permettre ces opérations de désinfection seront à la charge du Titulaire.

7.13.2 Contrôles aérauliques

Pour l'ensemble des locaux alimentés par une CTA, le Titulaire du présent marché devra réaliser des mesures de débit aérauliques en sortie centrale et sur les gaines principales (soufflage, reprise, extraction, rejet) ainsi qu'à chaque bouche et grille de ventilation. Ces mesures seront consignées dans le carnet sanitaire, les anomalies seront signalées et corrigées.

Ces mesures seront réalisées une fois en début de marché.

7.13.3 Remplacement des filtres

La fourniture des filtres de traitement d'air est à la charge du Titulaire du présent marché **(imputation P2)**.

La Main d'œuvre nécessaire à ces opérations de remplacement est imputée au titre du P2.

Les filtres gravimétriques seront remplacés tous les 6 mois ou avec une périodicité plus rapprochée si nécessaire (imputation P2).

Toutes les caractéristiques des filtres, ainsi que les opérations de remplacement seront consignées dans le carnet sanitaire air (GMAO).

Le Titulaire du présent marché aura tenu compte dans la détermination de la redevance P2 des difficultés d'accès de certains appareils.

Le Titulaire devra utiliser la plate-forme Trackdéchets afin d'assurer une traçabilité de ces déchets.

7.13.4 Protection antigel des batteries

Le Titulaire devra s'assurer du bon fonctionnement des systèmes de protection antigel des batteries installées dans les CTA afin d'éviter les risques de gel de celles-ci.

Dans le cadre des éventuels travaux réalisés sur ces installations et qui nécessiteraient une vidange partielle ou totale, le Titulaire du présent marché devra prendre en charge la récupération et le retraitement de l'eau glycolée récupérée.

Une procédure sur les prestations prévues par le Titulaire pour éviter les conséquences de risques de gel sur les matériels concernés sera établie dans les 3 mois suivants la prise en charge du marché.

7.13.5 Disconnecteurs

Le Titulaire aura à sa charge le contrôle annuel des disconnecteurs sur les lignes d'alimentation en eau des circuits chauffage et productions d'eau glacée.

Les filtres hydrauliques situés en amont des disconnecteurs seront contrôlés également chaque année.

Le Titulaire fournira au Maître d'Ouvrage un certificat de contrôle de tous les appareils.

7.13.6 Traitement d'eau

Les produits de traitement d'eau des réseaux chauffage et eau glacée sont à la charge du Titulaire (**imputation P2**)

7.13.7 Analyses eau de chauffage, eau glacée

Une analyse physico-chimique sur le réseau chauffage et réseau eau glacée est à prévoir au présent marché pour chaque installation.

Elles seront réalisées par une société spécialisée au choix du Titulaire et feront l'objet d'un rapport à remettre au Maître d'Ouvrage et à son conseil.

Le suivi de la qualité de l'eau est à la charge du Titulaire du présent marché, ainsi que la fourniture et l'injection des produits nécessaires pour obtenir les caractéristiques recommandées, à savoir :

- pH (Potentiel Hydrogène)	> 9.6
- TH(Titre Hydrotimétrique)	0°F
- P2O5 (Phosphore Assimilable)	> 40 mg/l
- Cu (Cuivre)	< 0.02 mg/l
- Fer	< 0.1 mg/l

En cas de besoin, le Titulaire devra chiffrer une intervention de débouage progressif des réseaux. **Cette dernière prestation restera hors marché.**

Ces analyses seront réalisées chaque année.

7.13.8 Groupes d'eau glacée et fluides frigorigènes

Les équipements utilisant des fluides frigorigènes comportent de façon lisible et indélébile l'indication de la nature et de la quantité de fluide frigorigène qu'ils contiennent.

Ces dispositions s'appliquent aux équipements contenant une charge en fluide frigorigène supérieure à 2 kg.

Le Titulaire devra respecter les prescriptions décrites dans l'Arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés.

Le Titulaire du présent marché devra souscrire un contrat de maintenance avec les constructeurs pour réaliser les opérations d'entretien, de contrôle et de maintenance des groupes d'eau glacée.

Ces devis seront détaillés dans le mémoire méthodologique (montant et contenu), la commande devra être justifiée chaque année à la demande du Maître d'Ouvrage ou de son conseil. En cas de non production de ces commandes auprès de ces fournisseurs, le montant sera déduit de la facturation P2.

Cette disposition sera développée dans le mémoire méthodologique et fera l'objet d'une appréciation dans le sous-critère n°7.

Ces contrats devront comprendre à minima les prestations suivantes :

- Astreinte avec intervention sous 4 heures
- Test du fonctionnement général de la machine (2 fois/an)
- Détection de fuite de réfrigérant (2 fois/an)
- Contrôle périodique des équipements sous pression DESP
- Vérification du niveau d'huile (2 fois/an)
- Optimisation de la régulation de la machine (2 fois/an)
- Test des organes de sécurité (2 fois/an)
- Mesures électriques (2 fois/an)
- Mesure de l'encrassement échangeur (2 fois/an)
- Relevé de fonctionnement (2 fois/an)
- Mise à jour du logiciel (si nécessaire)
- Serrage des connexions électriques (1 fois/an)
- Nettoyage du filtre hydraulique (1 fois/an)

Un rapport sera établi à chaque visite.

Les pièces éventuelles nécessaires à la remise en état sont à prendre en charge au titre du P3.

Afin de respecter l'Arrêté du 29 février 2016, le Titulaire devra faire rajouter un dispositif de détection de fuite raccordés sur la GTC qui déclenchera une alarme en cas de fuite de plus de 50 grammes par heure ou de 10 % du volume de fluide contenu dans l'équipement. Toute présomption de fuite donnera lieu à une recherche de fuites dans un délai de 24h maximum.

Ces dispositifs devront être vérifiés tous les ans.

La mise en œuvre de ceux-ci sera réalisée dans les 6 mois après la prise en charge du contrat, imputation P3.

De plus, le Titulaire du présent marché devra réaliser une déclaration annuelle des quantités de fluides frigorigènes acheté, chargé dans des équipements, récupéré et détenus au début et à la fin de l'année civile (conformément à l'arrêté du 20 décembre 2007) .

Un registre devra consigner à minima les informations suivantes :

- Quantité sur l'installation ;
- Quantités ajoutées / quantités récupérées ;
- Justificatif d'élimination ;
- Date et descriptif des opérations de maintenance.

De plus, le Titulaire du présent marché devra respecter l'Arrêté du 19 avril 2017 et donc s'engager à effectuer une réparation d'un délai maximum de 4 jours ouvrés dès la détection d'une éventuelle fuite de fluides frigorigènes.

Les coûts de la fourniture des fluides frigorigènes nécessaires à la recharge seront imputés au titre du P2 si < 100 € HT, au titre du P3 sinon.

Une mesure de glycol devra être effectuée sur le réseau d'eau glacée et circuits de récupération avant chaque période de froid

7.13.9 Vidange, remplissage, purge des réseaux

Le Titulaire du présent marché assurera les prestations de vidange, remplissage et purge des réseaux de chauffage, d'eau glacée à chaque demande du Pouvoir Adjudicateur quel qu'en soit la cause et autant de fois que nécessaire avec un maximum de 5 par an et par site, même pour des travaux réalisés par des entreprises extérieures sur le secondaire des installations sans que le Titulaire puisse réclamer une plus-value sur la redevance P2.

7.13.10 Intervention d'astreinte : complément

Le Titulaire du présent marché assurera les interventions d'astreinte durant la période de **8 h 00' à 20 h 00'** du lundi au vendredi quelle qu'en soit la cause et ne pourra demander de facturation complémentaire pour des interventions non justifiées même en cas de vandalisme.

Les interventions durant cette période de 8h à 20h sont prises en charge au titre du P2.

Au-delà ces interventions seront réglées en régie (voir Bordereau de prix unitaire) sauf si le défaut est apparu, ou la demande a été faite durant la période de 8h à 20h.

7.13.11 Traçabilité – fourniture de documents

Il assistera à des réunions de suivi du contrat d'exploitation pour lesquelles il aura fourni, en amont, les documents suivants :

- Tableau des consommations
- Analyse des consommations énergie, gaz, fuel, électrique
- Tableau récapitulatif des dépenses P3
- Proposition de dépenses P3 (descriptif et coût estimatif)
- Synthèse et mesures sur les interventions de maintenance spécifiques
- Synthèse GMAO
- Copie des rapports de contrôles et d'analyse
- Différents indicateurs

Cette disposition sera développée dans le mémoire méthodologique et fera l'objet d'une appréciation dans le sous-critère n°4.

8 RESPONSABILITES GENERALES DU TITULAIRE

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le Titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations dont il assure la conduite.

Le Titulaire prend à sa charge tous les risques de responsabilité civile (accidents, incendie, explosions, vols, dégâts des eaux) découlant de l'exploitation qui lui est confiée.

A cet effet, il doit contracter une assurance prenant effet au moins à la date du début d'exécution du marché.

Sont exclus de sa responsabilité, sous bénéfice de preuve apportée par le Titulaire, les dommages dus :

- à l'intervention d'un tiers que le Titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher,
- à la nature des combustibles préconisés par les constructeurs des générateurs et brûleurs, s'ils sont utilisés selon les prescriptions de ces constructeurs.

Si l'installation ou les locaux cessent d'être conformes à la législation ou réglementation en vigueur, le Titulaire, dès qu'il en a connaissance, doit le signaler au Pouvoir Adjudicateur.

9 OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Pouvoir Adjudicateur met à la disposition du Titulaire, à titre gratuit, pendant toute la durée d'exécution du marché : les locaux techniques, sous-stations et chaufferies, relatifs aux installations sous contrat.

Le Maître d'Ouvrage s'interdit d'utiliser à d'autres fins les locaux et installations mis à la disposition du Titulaire.

Le Pouvoir Adjudicateur maintient clos et couverts les locaux mis à la disposition du Titulaire conformément aux règlements de police et d'assurance.

La fourniture de l'eau froide et de l'électricité, nécessaires à la bonne marche des installations, est à la charge du Pouvoir Adjudicateur.

Le Pouvoir Adjudicateur s'acquittera régulièrement des factures émises par le Titulaire, établies sur les bases du présent marché.

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur fait exécuter des travaux touchant aux installations à la charge du Titulaire, il en informera préventivement ce dernier.

10 OBLIGATIONS DE FOURNITURES

10.1 Chauffage des locaux

Le Titulaire s'engage à maintenir dans les locaux les températures intérieures selon les conditions définies ci-après, tant que la température extérieure ne s'abaissera pas en dessous des températures de Base du site concerné.

10.2 Températures

Les températures contractuelles respecteront la réglementation en vigueur. Elles sont indiquées en degrés Celsius.

• Bureaux	19 °C	réduit – 3 à – 4°C
• Studios	20 °C	réduit – 3 à – 4°C
• Régie	20 °C	réduit – 3 à – 4°C
• Circulations	19°C	réduit – 3 à – 4°C
• Salle de réunions	20 °C	réduit – 3 à – 4°C

Tolérance +/- 1°C durant une période de 12h.

En dehors des heures d'occupation ou lorsqu'un local ou groupe de locaux sera inoccupé temporairement, le Titulaire assurera une température d'entretien correspondant au maintien en bon état de conservation des locaux (12°C), et à la protection contre le gel.

La mise en service et l'arrêt du chauffage des locaux seront décidés par le Pouvoir Adjudicateur et réalisés par le Titulaire au plus tard dans les 24 heures. Les ordres de service seront transmis par mail au Titulaire.

Sauf mentions particulières, les conditions définies ci-dessus correspondent à la situation actuelle.

10.3 Contrôle des températures

En vue d'assurer un contrôle permanent des températures, le Titulaire mettra en place, des appareils mobiles de contrôle du type sondes électroniques enregistreuses.

Les contrôles de température dans les locaux désignés, sont effectués contradictoirement entre les deux parties à des dates convenues. Les valeurs constatées et visées par l'occupant des lieux ou son représentant, pourront sur demande verbale du Pouvoir Adjudicateur ou de son représentant, être consignées sur le cahier de chaufferie ou sous stations.

En cas de litige, et à la demande du Pouvoir Adjudicateur ou de son représentant, le Titulaire installera en plus des appareils mobiles et à ses frais, pendant toute la durée du litige, un thermomètre à double enregistrement en chaufferie ou en sous station, afin de mesurer en permanence la température départ réseau et la température extérieure.

De plus, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'exécuter tout contrôle à sa convenance.

Les données de température issues de la GTC serviront de base pour établir les périodes durant lesquelles il a été constaté des insuffisances ou des excès de température ambiante pour l'application des pénalités décrites à l'article 8.6 du CCAP.

11 CONSOMMATIONS D'ENERGIE

Les consommations d'énergie des dernières années sont données en Annexe 3 du CCTP afin que le Titulaire puisse dimensionner le NB – objectif de consommations qui servira aux analyses de l'intéressement chauffage et de l'engagement sur les gains de consommations en électricité.

Ces engagements feront l'objet d'une notation dans le sous-critère n°8.